

COMPENDIUM SOCIAL

DROIT DU TRAVAIL

2019-2020

contenant des annotations fiscales

Tome 3

Fin du contrat de travail, Catégories particulières de travailleurs, Force obligatoire du droit du travail

Willy VAN EECKHOUTTE

Professeur extraordinaire ém. à l'université de Gand

Avocat à la Cour de cassation

Vincent NEUPREZ

Avocat au barreau de Liège

Avec la collaboration de :

Ann TAGHON

Avocate au barreau de Gand

Frédéric KURZ

Avocat général près la Cour du travail de Liège

Michel DEPREZ

Avocat au barreau de Liège

Maître de conférences HEC-ULiège (Tax Institute ULiège)



Wolters Kluwer

Service clientèle et adresse de correspondance :

Motstraat 30

2800 Malines

Tél. : 015 78 76 00

www.wolterskluwer.be

client.BE@wolterskluwer.com

*Editeur responsable : Paul De Ridder, Zénobe Gramme (bâtiment G), Square des Conduites
d'Eau 9-10, 4031 Liège*

© 2019 Wolters Kluwer Belgium SA

Hormis les exceptions expressément fixées par la loi, aucun extrait de cette publication ne peut être reproduit, introduit dans un fichier de données automatisé, ni diffusé, sous quelque forme que ce soit, sans l'autorisation expresse et préalable et écrite de l'éditeur.

D/2019/2664/118

ISBN 978-94-03-01196-7

BP/CSDT-YI19001

TABLE DES MATIÈRES ANALYTIQUE

Une table des matières plus détaillée se trouve au début de chaque chapitre ou section.

Un index alphabétique figure à la fin de l'ouvrage.

GÉNÉRALITÉS

	p.
1 Principales abréviations et dénominations	XXVII
2 Citation abrégée de la législation	XXXII
3 Codes	XXXVII
4 Sources de conventions collectives de travail	XXXVIII
5 Recueils et chroniques de jurisprudence	XXXVIII
6 Bibliographie	XXXIX
7 Revues et périodiques	XLI
8 Chiffres et montants	XLI

INTRODUCTION

Titre I.	Évolution historique du droit social	3
CHAP. I.	ÉVOLUTION DU DROIT DU TRAVAIL	4
SECT. I.	Origine du droit du travail	4
SECT. II.	Évolution du droit des relations collectives de travail	6
SECT. III.	Évolution de la réglementation du travail	11
SECT. IV.	Évolution de la réglementation des relations individuelles de travail	12
CHAP. II.	ÉVOLUTION DU DROIT PÉNAL SOCIAL	14
SECT. I.	Évolution du droit pénal social	14
SECT. II.	Évolution du droit de surveillance	15
Titre II.	Les sources du droit du travail	17
CHAP. I.	LES SOURCES INTERNATIONALES	18
SECT. I.	Les organisations internationales	18
SECT. II.	Les organisations européennes	25
Compendium Social Droit du travail 2019-2020		III

TABLE DES MATIÈRES (TOME 1)

		p.
SECT. III.	Conventions conclues en dehors des organisations internationales	66
CHAP. II.	LES SOURCES NATIONALES	68
SECT. I.	La législation	68
SECT. II.	Les conventions collectives de travail	77
SECT. III.	Autres sources	112
CHAP. III.	HIÉRARCHIE DES SOURCES	115
SECT. I.	Généralités	115
SECT. II.	Hiérarchie des sources des obligations dans les relations de travail entre les employeurs et les travailleurs	116
Titre III.	Les acteurs du droit social	119
CHAP. I.	LES ORGANISATIONS REPRÉSENTATIVES DES TRAVAILLEURS	120
SECT. I.	La liberté d'association professionnelle	120
SECT. II.	Droit de négociation collective	125
SECT. III.	Relation syndicat-affilié	126
SECT. IV.	Le statut juridique des organisations syndicales	127
SECT. V.	Représentativité des organisations syndicales	131
SECT. VI.	Organisations	132
CHAP. II.	LES ORGANISATIONS D'EMPLOYEURS	136
SECT. I.	Les organisations	136
SECT. II.	Personnalité juridique	139
SECT. III.	Représentativité	139
SECT. IV.	Organisations internationales	139
CHAP. III.	LES AUTORITÉS PUBLIQUES	141
SECT. I.	Autorités fédérales	141
SECT. II.	Autorités régionales	142
Titre IV.	Organes de concertation du droit social	149
CHAP. I.	ORGANES CONSTITUÉS AU NIVEAU FÉDÉRAL	150
SECT. I.	Conseil national du Travail (CNT)	150
SECT. II.	Les commissions et les sous-commissions paritaires	162

	p.
CHAP. II. ORGANES RÉGIONAUX	180
SECT. I. Conseil économique, social et environnemental de Wallonie (C.E.S.E.W.)	180
SECT. II. Conseil économique et social de la Région de Bruxelles- Capitale (C.E.S.R.B.)	182
SECT. III. Comité bruxellois de Concertation économique et sociale (C.B.C.E.S.)	184
SECT. IV. Conseil Économique et Social de la Communauté française	185
 Titre V. Aspects fiscaux	 187

CORPUS

Titre I. Règles du droit du travail	193
CHAP. I. LE DROIT DU TRAVAIL ET SA STRUCTURE	194
SECT. I. Le droit du travail	194
SECT. II. Codification du droit du travail	195
SECT. III. Structure du droit du travail	197
CHAP. II. DROIT INTERNATIONAL APPLICABLE	198
SECT. I. Occupation à l'étranger	199
SECT. II. Détachement de travailleurs en Belgique	212
CHAP. III. DROIT NATIONAL APPLICABLE	221
SECT. I. Champ d'application personnel du droit belge du travail	221
SECT. II. Nature du droit du travail	232
SECT. III. Autonomie du droit du travail	236
CHAP. IV. EMPLOI DES LANGUES	238
SECT. I. Les employeurs ayant un siège d'exploitation dans la Ré- gion de Bruxelles-Capitale	240
SECT. II. Les employeurs ayant un siège d'exploitation dans une commune à facilités linguistiques	243
SECT. III. Les employeurs ayant un siège d'exploitation dans la région de langue allemande	244
SECT. IV. Les employeurs ayant un siège d'exploitation dans la région de langue française	245
SECT. V. Les employeurs ayant un siège d'exploitation dans la région de langue néerlandaise	246

TABLE DES MATIÈRES (TOME 1)

	p.
Titre II. Promotion de l'emploi	257
CHAP. I. MESURES DE PROMOTION DE L'EMPLOI	258
SECT. I. Promotion de l'emploi dans le secteur privé	262
SECT. II. Promotion de l'emploi dans le secteur public	369
SECT. III. Activation d'allocations de travail (Région wallonne)	391
CHAP. II. FORMATION ET APPRENTISSAGE	400
SECT. I. Formation professionnelle	400
SECT. II. Stage et première expérience professionnelle	430
SECT. III. Contrat d'apprentissage industriel	438
SECT. IV. Formation en alternance – Apprentissage classes moyennes	459
SECT. V. Conventions d'immersion professionnelle	478
SECT. VI. Insertion socioprofessionnelle	482
CHAP. III. INTÉGRATION PROFESSIONNELLE DES PERSONNES HANDICAPÉES	505
SECT. I. Intégration professionnelle des personnes handicapées en Région wallonne	507
SECT. II. Intégration professionnelle des personnes handicapées dans la Région de Bruxelles-Capitale (Bruxellois francophones)	528
CHAP. IV. RECRUTEMENT ET SÉLECTION	535
SECT. I. Égalité de traitement	535
SECT. II. Notification des emplois vacants	536
SECT. III. Placements	537
SECT. IV. Outplacement	553
SECT. V. Recrutement et sélection	580
SECT. VI. Examens médicaux lors du recrutement et de la sélection	587
CHAP. V. LE TRAVAIL INTÉRIMAIRE	591
SECT. I. Contrat de travail intérimaire	594
SECT. II. Relations entre l'entreprise de travail intérimaire et l'utilisateur	607
SECT. III. Relations entre l'intérimaire et l'utilisateur	609
SECT. IV. Réglementation de l'emploi d'intérimaires	611
SECT. V. Surveillance et sanctions	631
SECT. VI. Commission paritaire pour le travail intérimaire	633
SECT. VII. Bien-être au travail des travailleurs intérimaires	634
CHAP. VI. MISE À DISPOSITION DE TRAVAILLEURS	641
SECT. I. Interdiction de principe	642
SECT. II. Mise à disposition autorisée	648

	p.
SECT. III. Surveillance et sanctions	656
SECT. IV. Détachement	657
CHAP. VII. PROMOTION DE L'EMPLOI POUR CERTAINES CATÉ- GORIES DE TRAVAILLEURS	659
SECT. I. Marins de la marine marchande	659
SECT. II. Marins pêcheurs	661
SECT. III. Ouvriers portuaires	662
SECT. IV. Ouvriers diamantaires	664
CHAP. VIII. OCCUPATION DE TRAVAILLEURS ÉTRANGERS	666
SECT. I. Généralités	666
SECT. II. Occupation de ressortissants de l'E.E.E.	668
SECT. III. Occupation de ressortissants non-E.E.E.	674
SECT. IV. Déclaration préalable en cas de détachement de travailleurs saliés et indépendants étrangers	700
Titre III. Formation du contrat de travail	711
CHAP. I. LA NOTION DE CONTRAT DE TRAVAIL	712
SECT. I. Définition	712
SECT. II. Le contrat de travail et les autres contrats	713
CHAP. II. LES ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS DU CONTRAT DE TRAVAIL	724
SECT. I. Contrat	724
SECT. II. Travail	744
SECT. III. Rémunération	747
SECT. IV. Autorité	748
CHAP. III. FORME ET PREUVE	805
SECT. I. Formalités lors de la conclusion d'un contrat de travail	805
SECT. II. Preuve	809
CHAP. IV. LES DIFFÉRENTS TYPES DE CONTRATS DE TRAVAIL	815
SECT. I. En fonction de la nature du travail presté	815
SECT. II. En fonction de la durée du contrat	824
SECT. III. En fonction du volume de l'occupation	856

	p.
CHAP. V. LES CLAUSES PARTICULIÈRES DU CONTRAT DE TRAVAIL	877
SECT. I. Clause d'essai	877
SECT. II. Clause d'arbitrage	878
SECT. III. Clause de non-concurrence	878
SECT. IV. Clause d'écolage	878
SECT. V. Cautionnement	879
SECT. VI. Clauses interdites	879
SECT. VII. Clauses non prévues légalement	881
Titre IV. Droits et obligations des parties	883
CHAP. I. OBLIGATIONS DES PARTIES	885
SECT. I. Généralités	885
SECT. II. Obligations du travailleur	887
SECT. III. Obligations de l'employeur	917
CHAP. II. RESPONSABILITÉ DES PARTIES	969
SECT. I. Responsabilité du travailleur	969
SECT. II. Responsabilité de l'employeur	985
CHAP. III. EXERCICE DE L'AUTORITÉ	990
SECT. I. Modifications du contrat	990
SECT. II. Pouvoir disciplinaire	997
CHAP. IV. CRÉATIONS INTELLECTUELLES ET CONTRAT DE TRAVAIL	999
SECT. I. Généralités	1000
SECT. II. Inventions	1000
SECT. III. Œuvre littéraire ou artistique	1002
SECT. IV. Programmes d'ordinateur	1003
SECT. V. Bases de données, produits semi-conducteurs, dessins et modèles	1004

	p.
Titre V. Protection du travail	1005
CHAP. I. DURÉE DU TRAVAIL	1007
SECT. I. Champ d'application	1008
SECT. II. Notion de durée du travail (temps de travail)	1016
SECT. III. Limites de la durée du travail	1026
SECT. IV. Travail supplémentaire	1038
SECT. V. Temps de repos	1064
SECT. VI. Pauses	1065
SECT. VII. Durée du travail des jeunes travailleurs	1066
SECT. VIII. Durée du travail pour les médecins, dentistes et vétérinaires	1068
CHAP. II. TRAVAIL DE NUIT	1072
SECT. I. Champ d'application	1072
SECT. II. Interdiction du travail de nuit	1073
SECT. III. Dérogations à l'interdiction du travail de nuit	1073
SECT. IV. Introduction d'un régime de travail comportant des prestations de nuit	1077
SECT. V. Jeunes travailleurs	1079
SECT. VI. Encadrement de certaines prestations de nuit	1081
SECT. VII. Limitation de la durée du travail de nuit	1090
SECT. VIII. Surveillance et sanctions	1092
CHAP. III. REPOS DU DIMANCHE	1093
SECT. I. Champ d'application	1093
SECT. II. Réglementation	1095
CHAP. IV. RESPECT DES HORAIRES	1108
CHAP. V. JOURS FÉRIÉS	1110
SECT. I. Champ d'application	1111
SECT. II. Jours fériés et jours de remplacement	1112
SECT. III. Interdiction d'occupation au travail pendant les jours fériés	1115
SECT. IV. Rémunération des jours fériés	1117
SECT. V. Surveillance et sanctions	1126
CHAP. VI. NOUVEAUX RÉGIMES DE TRAVAIL	1127
SECT. I. Historique	1128
SECT. II. Objectif	1128
SECT. III. Champ d'application	1129
SECT. IV. Autorisation de déroger à certaines dispositions légales	1130
SECT. V. Surveillance et sanctions	1137

TABLE DES MATIÈRES (TOME 2)

	p.
CHAP. VII. VACANCES ANNUELLES	1138
SECT. I. Champ d'application	1139
SECT. II. Principes généraux	1141
SECT. III. Durée des vacances	1144
SECT. IV. Pécule de vacances	1155
SECT. V. Fixation du moment des vacances et fractionnement	1185
SECT. VI. Jours de vacances supplémentaires	1190
SECT. VII. Surveillance et sanctions	1197
CHAP. VIII. LE COMPTE ÉPARGNE-CARRIÈRE	1199
CHAP. IX. DON DE CONGÉS CONVENTIONNELS	1202
CHAP. X. BIEN-ÊTRE DES TRAVAILLEURS	1205
SECT. I. Généralités	1206
SECT. II. Politique de bien-être	1213
SECT. III. Organes pour le bien-être lors de l'exécution du travail	1219
SECT. IV. Surveillance de la santé des travailleurs	1266
SECT. V. Mesures en cas d'accident du travail	1299
SECT. VI. Gestion du stress	1303
SECT. VII. Prévention des risques psychosociaux au travail	1306
SECT. VIII. Protection des travailleurs contre la fumée de tabac	1349
SECT. IX. Politique de prévention alcool et drogues dans l'entreprise	1351
SECT. X. Litiges, surveillance et sanctions	1357
CHAP. XI. PROMOTION DE L'ENVIRONNEMENT AU SEIN DES ENTREPRISES	1362
SECT. I. Généralités	1362
SECT. II. Coordinateur environnemental	1363
CHAP. XII. ÉGALITÉ DE TRAITEMENT	1364
SECT. I. Égalité de traitement et interdiction de discrimination en général	1365
SECT. II. Égalité de traitement entre hommes et femmes	1405
SECT. III. Égalité de races	1423
SECT. IV. Égalité de traitement des ressortissants de l'U.E.	1430
SECT. V. Égalité de traitement en matière d'emploi en Région wallonne	1430
SECT. VI. Égalité de traitement en matière d'emploi en Région de Bruxelles-Capitale	1442

	p.
CHAP. XIII. PROTECTION DES JEUNES ET DES FEMMES	1452
SECT. I. Interdiction de travailler	1453
SECT. II. Protection des jeunes au travail	1458
SECT. III. Protection des stagiaires	1463
SECT. IV. Protection de la maternité	1469
CHAP. XIV. TRAVAIL FRAUDULEUX	1488
SECT. I. Travail frauduleux dans le secteur de la construction	1488
SECT. II. Travail frauduleux à caractère commercial ou artisanal	1491
Titre VI. Rémunération, frais et participation financière	1495
CHAP. I. NOTION DE RÉMUNÉRATION ET DROIT À LA RÉMUNÉRATION	1497
SECT. I. Notion de rémunération	1497
SECT. II. Droit à la rémunération	1501
CHAP. II. MONTANT DE LA RÉMUNÉRATION	1514
SECT. I. Détermination de la rémunération	1514
SECT. II. Étendue de la rémunération	1516
SECT. III. Calcul de la rémunération	1562
CHAP. III. PROTECTION DE LA RÉMUNÉRATION	1565
SECT. I. Généralités	1566
SECT. II. Paiement de la rémunération	1581
SECT. III. Mesurage du travail	1600
SECT. IV. Retenues sur la rémunération	1601
SECT. V. Surveillance et sanctions	1605
CHAP. IV. SAISIE ET CESSIION DE LA RÉMUNÉRATION	1608
SECT. I. Limitation des saisies et des cessions	1609
SECT. II. Procédure relative à la saisie de la rémunération	1617
SECT. III. Procédure relative à la cession de la rémunération	1617
SECT. IV. Concours	1624
CHAP. V. RESPONSABILITÉ SOLIDAIRE POUR LE PAIEMENT DE LA RÉMUNÉRATION	1626
SECT. I. Régime général	1626
SECT. II. Régime particulier portant exclusivement sur la responsabilité solidaire du contractant direct en cas d'activités dans le domaine de la construction	1632

TABLE DES MATIÈRES (TOME 2)

	p.
SECT. III. Régime particulier en cas d'occupation d'un ressortissant d'un pays tiers en séjour illégal	1637
CHAP. VI. PRIVILÈGE	1642
CHAP. VII. REMBOURSEMENT DES FRAIS	1645
CHAP. VIII. PARTICIPATION FINANCIÈRE DES TRAVAILLEURS ET AVANTAGES LIÉS AUX RÉSULTATS	1646
SECT. I. Participation des travailleurs au capital et prime bénéficiaire	1648
SECT. II. Avantages non récurrents liés aux résultats	1662
SECT. III. Rémunération des managers des entreprises cotées en Bourse	1676
SECT. IV. Politique de rémunération des établissements de crédit	1680
CHAP. IX. ASPECTS FISCAUX DE LA RÉMUNÉRATION DES TRAVAILLEURS	1683
SECT. I. Champ d'application personnel	1683
SECT. II. Aperçu des revenus imposables des travailleurs	1685
SECT. III. Rémunérations proprement dites et avantages de toute nature	1687
SECT. IV. Remboursement des dépenses propres à l'employeur	1692
SECT. V. Base imposable et taux d'imposition	1726
SECT. VI. Précompte professionnel	1728
Titre VII. Mobilité du travailleur	1747
CHAP. I. FRAIS DE TRANSPORT	1748
SECT. I. Champ d'application	1748
SECT. II. Transports en commun par train	1749
SECT. III. Transports en commun publics autres que le chemin de fer	1755
SECT. IV. Transports en commun publics combinés	1756
SECT. V. Transports en commun publics sur le territoire d'un autre État membre	1757
SECT. VI. Date et modalités du remboursement	1757
SECT. VII. Aspects fiscaux	1758
SECT. VIII. Surveillance et sanctions	1759
CHAP. II. ALLOCATION DE MOBILITÉ	1760
SECT. I. Généralités	1760
SECT. II. Instauration de l'allocation de mobilité	1761
SECT. III. Durée, ampleur et évolution de l'allocation de mobilité	1764
SECT. IV. Statut de l'allocation de mobilité	1765
SECT. V. Cotisations de sécurité sociale et aspects fiscaux	1767

	p.
CHAP. III. BUDGET MOBILITÉ	1770
SECT. I. Généralités	1770
SECT. II. Instauration du budget mobilité	1771
SECT. III. Composition du budget mobilité	1773
SECT. IV. Durée, ampleur et évolution du budget mobilité	1774
SECT. V. Mise à disposition du budget mobilité	1775
SECT. VI. Statut du budget mobilité	1777
SECT. VII. Cotisations de sécurité sociale et aspects fiscaux	1778
CHAP. IV. PLANS DE DÉPLACEMENTS D'ENTREPRISE	1781
SECT. I. Niveau fédéral	1781
SECT. II. Région de Bruxelles-Capitale	1784
Titre VIII. La formation du travailleur	1787
CHAP. I. LA CLAUSE D'APPRENTISSAGE OU D'ÉCOLAGE	1788
CHAP. II. AIDE À LA FORMATION EN RÉGION WALLONNE: CHÈQUES FORMATION ET CRÉDITS-ADAPTATION	1792
SECT. I. Généralités	1792
SECT. II. Chèques-formation	1793
SECT. III. Crédits-adaptation	1798
CHAP. III. AIDE À LA FORMATION EN RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE	1802
CHAP. IV. PROMOTION SOCIALE (RÉGION WALLONNE ET RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE)	1804
SECT. I. Bénéficiaires	1805
SECT. II. Enseignement et cours entrant en considération pour la promotion sociale	1805
SECT. III. Indemnités de promotion sociale	1807
SECT. IV. Droit de s'absenter	1809
CHAP. V. CONGÉ-ÉDUCATION PAYÉ (RÉGION WALLONNE ET RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE)	1811
SECT. I. Autorité compétente	1811
SECT. II. Champ d'application	1812
SECT. III. Congé-éducation payé	1815
SECT. IV. Remboursement de la rémunération à l'employeur	1823
SECT. V. Prescription	1826
SECT. VI. Surveillance et sanctions	1826

	p.
CHAP. VI. OBJECTIF DE FORMATION INTERPROFESSIONNEL	1828
Titre IX. Les travailleurs dans l'entreprise	1835
CHAP. I. LE RÈGLEMENT DE TRAVAIL	1836
SECT. I. Champ d'application	1837
SECT. II. Obligation	1838
SECT. III. Force obligatoire du règlement de travail	1838
SECT. IV. Contenu	1839
SECT. V. Établissement et modification	1847
SECT. VI. Publicité	1856
SECT. VII. Surveillance et sanctions	1858
CHAP. II. LE CONSEIL D'ENTREPRISE	1859
SECT. I. Champ d'application	1860
SECT. II. Obligation d'instituer un conseil d'entreprise	1861
SECT. III. Missions	1871
SECT. IV. Composition	1899
SECT. V. Règles particulières en cas de transfert conventionnel d'entreprise	1988
SECT. VI. Règles particulières en cas de transfert d'entreprise sous autorité de justice	1990
SECT. VII. Sort du conseil d'entreprise en cas de reprise de l'actif d'une entreprise en faillite	1991
SECT. VIII. Fonctionnement du conseil d'entreprise	1991
SECT. IX. Facilités à consentir aux représentants des travailleurs	1994
SECT. X. Litiges	1995
SECT. XI. Surveillance et sanctions	1998
CHAP. III. LE COMITÉ D'ENTREPRISE EUROPÉEN	2000
SECT. I. Portée de la C.C.T. n° 101	2001
SECT. II. Obligation d'instituer un comité d'entreprise européen ou une procédure d'information et de consultation	2003
SECT. III. Droit applicable	2004
SECT. IV. Définitions et champ d'application	2005
SECT. V. Détermination du nombre de travailleurs	2008
SECT. VI. Procédure d'institution d'un comité d'entreprise européen ou d'une procédure de consultation des travailleurs	2008
SECT. VII. Modifications significatives dans la structure d'une entreprise ou d'un groupe d'entreprises de dimension communautaire	2015

	p.
SECT. VIII. Prescriptions subsidiaires	2015
SECT. IX. Dispositions diverses	2020
SECT. X. Informations confidentielles	2022
SECT. XI. Protection contre le licenciement	2022
SECT. XII. Conflits	2023
SECT. XIII. Surveillance et sanctions	2024
 CHAP. IV. RÔLE DES TRAVAILLEURS DANS LA SOCIÉTÉ EUROPÉENNE	 2026
 CHAP. V. RÔLE DES TRAVAILLEURS DANS LA SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE EUROPÉENNE	 2029
 CHAP. VI. PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS DANS LES SOCIÉTÉS ISSUES DE LA FUSION TRANSFRONTALIÈRE DE SOCIÉTÉS DE CAPITALS	 2031
 CHAP. VII. LE COMITÉ POUR LA PRÉVENTION ET LA PROTECTION AU TRAVAIL	 2034
SECT. I. Champ d'application	2035
SECT. II. Obligation d'instituer un C.P.P.T.	2035
SECT. III. Missions	2036
SECT. IV. Composition	2036
SECT. V. Protection contre le licenciement et le transfert	2037
SECT. VI. Règles particulières en cas de cession conventionnelle d'entreprise	2037
SECT. VII. Règles particulières en cas de transfert sous autorité de justice	2037
SECT. VIII. Sort du C.P.P.T. en cas de reprise de l'actif d'une entreprise en faillite	2038
SECT. IX. Fonctionnement du comité pour la prévention et la protection au travail	2038
SECT. X. Facilités à consentir aux représentants des travailleurs	2039
SECT. XI. Litiges	2039
SECT. XII. Surveillance et sanctions	2039
 CHAP. VIII. LA DÉLÉGATION SYNDICALE	 2040
SECT. I. Champ d'application	2041
SECT. II. Principes	2042
SECT. III. Notion de délégation syndicale	2045
SECT. IV. Institution et composition de la délégation syndicale	2045
SECT. V. Liste des C.C.T. conclues en application de la C.C.T. n° 5	2049

TABLE DES MATIÈRES (TOME 2)

	p.
SECT. VI. Compétences de la délégation syndicale	2063
SECT. VII. Statut des membres de la délégation syndicale	2069
SECT. VIII. Facilités accordées à la délégation syndicale	2077
SECT. IX. Information et consultation du personnel par la délégation syndicale	2079
SECT. X. Recours aux délégués permanents	2080
SECT. XI. Litiges au sujet de la délégation syndicale	2080
SECT. XII. Surveillance et sanctions	2080
CHAP. IX. LES CONFLITS COLLECTIFS	2082
SECT. I. Notion de conflit collectif et droit à l'action collective	2083
SECT. II. Réglementation juridique de la grève et du lock-out	2086
SECT. III. Prévention et fin des conflits collectifs	2102
CHAP. X. TRAVAILLEURS OCCUPÉS DANS UNE ENTREPRISE EN DIFFICULTÉ	2110
SECT. I. Réorganisation judiciaire	2110
SECT. II. Faillite	2115
Titre X. Suspension du contrat de travail	2119
CHAP. I. GÉNÉRALITÉS	2120
SECT. I. Notion de suspension et conséquences	2120
SECT. II. Aspects fiscaux	2122
CHAP. II. CAS DE SUSPENSION	2124
SECT. I. Suspension du contrat de travail pour force majeure	2126
SECT. II. Impossibilité d'entamer (à temps) ou de poursuivre le travail	2127
SECT. III. Vacances annuelles	2133
SECT. IV. Examens médicaux prénatals	2134
SECT. V. Repos de maternité et d'accouchement	2135
SECT. VI. Pausés d'allaitement	2136
SECT. VII. Temps pour siéger dans les juridictions du travail	2139
SECT. VIII. Absence pour cause de promotion sociale ou de congé-éducation payé	2140
SECT. IX. Congé politique	2140
SECT. X. Détention préventive	2148
SECT. XI. Petits chômages – Événements familiaux, obligations civiques, missions civiles et comparution en justice	2149
SECT. XII. Congé de paternité et congé d'adoption	2153

	p.
SECT. XIII. Absence pour accueil d'une personne placée et congé parental d'accueil	2159
SECT. XIV. Congé pour raisons impérieuses	2165
SECT. XV. Incapacité de travail par suite de maladie ou d'accident	2169
SECT. XVI. Accident technique	2210
SECT. XVII. Intempéries	2215
SECT. XVIII. Manque de travail – contrat de travail d'ouvrier	2220
SECT. XIX. Manque de travail – contrat de travail d'employé	2230
SECT. XX. Crédit-temps, diminution de carrière et emplois de fin de carrière	2239
SECT. XXI. Congé pour soins palliatifs	2285
SECT. XXII. Interruption de carrière pour assistance médicale	2291
SECT. XXIII. Congé parental	2299
SECT. XXIV. Grève et lock-out	2315
SECT. XXV. Suspension conventionnelle	2318
SECT. XXVI. Exceptio non adimpleti contractus	2320
SECT. XXVII. Suspension à titre de sanction disciplinaire	2321

	p.
Titre XI. La fin du contrat de travail	2323
CHAP. I. MODES GÉNÉRAUX DE RÉSILIATION DU CONTRAT DE TRAVAIL	2325
SECT. I. Résiliation de commun accord	2325
SECT. II. Résolution judiciaire	2328
SECT. III. Condition résolutoire	2336
SECT. IV. Terme résolutoire	2344
SECT. V. Novation	2345
SECT. VI. Annulation	2347
SECT. VII. Force majeure	2348
CHAP. II. MODES DE RÉSILIATION SPÉCIFIQUES AU DROIT DU TRAVAIL	2358
SECT. I. Généralités	2359
SECT. II. Expiration du terme	2388
SECT. III. Achèvement du travail	2389
SECT. IV. Congé moyennant préavis	2390
SECT. V. Délais de préavis depuis la loi sur le statut unique	2421
SECT. VI. Délais de préavis: régime transitoire pour les travailleurs dont le contrat a débuté avant le 1 ^{er} janvier 2014	2435
SECT. VII. Calcul du délai de préavis en fonction de l'ancienneté acquise	2489
SECT. VIII. Suspension de l'exécution du contrat de travail et délai de préavis	2497
SECT. IX. Congé avant le début de l'exécution	2503
SECT. X. Prolongation et réduction du délai de préavis	2503
SECT. XI. Congé pour motif grave	2504
SECT. XII. Décès	2632
SECT. XIII. Modes particuliers de rupture régulière	2635
SECT. XIV. Modes irréguliers de résiliation du contrat de travail	2638
CHAP. III. INTERDICTIONS ET LIMITATIONS DU DROIT DE RÉ-SILIATION	2725
SECT. I. Interdictions et limitations du droit de licencier en général	2726
SECT. II. Interdictions et limitations légales du droit de résiliation	2731
SECT. III. Interdictions et limitations conventionnelles du droit de résilier le contrat	2741
SECT. IV. Aspects fiscaux et de sécurité sociale	2750
CHAP. IV. MOTIVATION DU LICENCIEMENT ET LICENCIEMENT MANIFESTEMENT DÉRAISONNABLE	2751
SECT. I. Raison d'être et champ d'application de la C.C.T. n° 109	2752
SECT. II. Le droit de connaître les motifs du licenciement	2756
SECT. III. Licenciement manifestement déraisonnable	2758

	p.
CHAP. V. RÉSILIATION DANS CERTAINES CIRCONSTANCES	2765
SECT. I. Fermeture d'entreprise	2766
SECT. II. Licenciement collectif	2797
SECT. III. Cession d'entreprise	2828
SECT. IV. Gestion active des restructurations	2880
SECT. V. Intervention dans les frais d'outplacement des entreprises en restructuration	2896
CHAP. VI. DOCUMENTS À ÉTABLIR LORS DE LA FIN DU CONTRAT DE TRAVAIL	2900
SECT. I. Généralités	2900
SECT. II. Quittance pour solde de compte	2903
CHAP. VII. ASPECTS FISCAUX DE LA RÉSILIATION DU CONTRAT DE TRAVAIL	2906
SECT. I. Revenus imposables	2906
SECT. II. Base imposable et taux d'imposition	2910
SECT. III. Précompte professionnel	2914
SECT. IV. Cas particuliers	2915
Titre XII. Catégories particulières de travailleurs	2917
CHAP. I. REPRÉSENTANTS DE COMMERCE	2918
SECT. I. Notion de représentant de commerce	2919
SECT. II. Statut juridique du représentant de commerce	2934
SECT. III. Rémunération du représentant de commerce	2934
SECT. IV. Indemnité d'éviction	2940
SECT. V. Clause de non concurrence pour les représentants de commerce	2955
SECT. VI. Clause de ducroire	2960
CHAP. II. ÉTUDIANTS	2961
SECT. I. Notion d'étudiant	2961
SECT. II. Capacité	2963
SECT. III. Contrat de travail	2963
SECT. IV. Formalités	2964
SECT. V. Période d'essai	2966
SECT. VI. Fin du contrat	2967
SECT. VII. Sécurité sociale et fiscalité	2967

TABLE DES MATIÈRES (TOME 3)

	p.
CHAP. III. TRAVAILLEURS À DOMICILE	2970
SECT. I. Notion de travailleur à domicile	2971
SECT. II. Législation applicable	2972
SECT. III. Obligations de l'employeur	2972
SECT. IV. Formalités	2972
SECT. V. Suspension du contrat	2975
SECT. VI. Congé pour chercher un nouvel emploi	2976
SECT. VII. Priorité pour un autre emploi	2977
CHAP. IV. TÉLÉTRAVAILLEURS	2978
SECT. I. Télétravail régulier	2979
SECT. II. Télétravail occasionnel	2987
CHAP. V. MARINS	2991
SECT. I. Marine marchande	2991
SECT. II. Pêche en mer	2992
CHAP. VI. SPORTIFS RÉMUNÉRÉS	2994
SECT. I. Champ d'application	2995
SECT. II. Présomption	2996
SECT. III. Types de contrats de travail	2998
SECT. IV. Condition d'âge	3001
SECT. V. Dispositions interdites	3001
SECT. VI. Aspects fiscaux	3003
Titre XIII. Force obligatoire du droit du travail	3007
CHAP. I. FORCE OBLIGATOIRE DU DROIT DU TRAVAIL À L'ÉGARD DES PARTIES	3008
SECT. I. Renoncations	3008
SECT. II. Prescription	3022
SECT. III. "Rechtsverwerking"	3058
SECT. IV. Intérêts	3059
SECT. V. Régime fiscal des arriérés	3061
CHAP. II. FORCE OBLIGATOIRE DU DROIT DU TRAVAIL À L'ÉGARD DES AUTORITÉS PUBLIQUES	3065
SECT. I. Documents sociaux	3066
SECT. II. Surveillance du respect du droit social	3081
SECT. III. Poursuite et répression des infractions au droit social	3128

p.

Registres

Répertoire législatif	3171
Répertoire de la jurisprudence de la cour de cassation citée	3249
Registre alphabétique	3277